Programme de stage parlementaire | Parliamentary Internship Programme

Programme de stage parlementaire
Rapport annuel 2020-2021

Assemblée générale annuelle
Association canadienne de science politique
Le 11 juin 2021

Paul Thomas (Ph. D.)
Directeur

Web : pip-psp.org **Twitter :** @PIP_PSP **Instagram :** @pip-psp
Facebook : https://www.facebook.com/ParlInternship/

Un message du directeur

Je suis très heureux de présenter à l'Association canadienne de science politique (ACSP) le rapport annuel 2020-2021 du Programme de stage parlementaire (PSP).

La pandémie de COVID-19 a dramatiquement transformé l'expérience des stagiaires de 2020-2021 par rapport à celle des cohortes des années antérieures. Ces changements ont débuté, en septembre, par une orientation essentiellement virtuelle, et se sont poursuivis par des travaux à distance dans le cadre de leurs stages auprès de députés, des voyages d'études virtuels et des midis-conférences par Zoom. Bien qu'elle ait limité certains aspects de l'expérience associée au PSP, la pandémie s'est aussi révélée porteuse de nouvelles occasions. Les stagiaires ont profité pleinement du format virtuel pour rencontrer des universitaires, des politiciens et d'autres personnalités inaccessibles aux cohortes précédentes, pour qui les rencontres se déroulaient en personne. Ils ont aussi acquis de nouvelles compétences pour la mobilisation en ligne qui leur seront des plus utiles dans l'environnement de travail hybride qui tend à émerger à mesure que la COVID-19 perd du terrain.

L'une des choses sur laquelle la pandémie n'a eu aucun effet, toutefois, a été le soutien indéfectible des différents partenaires du PSP. Nous devons une fière chandelle à nos commanditaires, qui ont choisi d'accorder la priorité à leur contribution au Programme en dépit des nombreuses pressions avec lesquelles ils étaient appelés à composer. En plus de leurs responsabilités habituelles dans le cadre du Programme, l'agent de liaison de la Chambre des communes du PSP, Scott Lemoine, et l'adjointe du Programme, Melissa Carrier, ont aussi travaillé sans relâche pour s'assurer que les stagiaires étaient tenus au courant des directives changeantes concernant la COVID-19 au sein de la Cité parlementaire, et veiller à ce qu'ils aient accès aux ressources dont ils avaient besoin pour travailler à distance.

Le Président de la Chambre des communes, Anthony Rota, parrain du Programme, a également donné de son temps non seulement pour rencontrer les stagiaires dans le cadre de leur orientation, mais aussi pour organiser une activité spéciale dans le cadre de laquelle lui et le Président de la Chambre des communes britannique ont échangé avec eux quant à la façon dont les deux Chambres s'étaient adaptées à la COVID-19. Le greffier de la Chambre des communes, Charles Robert, a quant à lui continué de faire partager aux stagiaires son expertise et son enthousiasme, toujours prêt à offrir ses conseils pour le PSP. Les députés qui nous accueillaient, enfin, se sont démenés pour aider les stagiaires à intégrer leurs bureaux en dépit des difficultés posées par la distance et la technologie.

Je suis aussi très reconnaissant à l'ACSP pour son soutien continu. Le personnel de l'Association, y compris Silvina Danesi, directrice générale, Michelle Hopkins, administratrice, et Tim Howard, coordonnateur financier, ont été très patients avec moi tandis que j'apprenais en quoi consiste le rôle de directeur. Le conseil d'administration, tout particulièrement la présidente de l'ACSP, Joanna Everitt, sa vice-présidente, Cheryl Collier, et son trésorier, Martin Papillon, ont aussi été de très bon conseil tandis que nous adaptions le PSP au contexte de pandémie.

Enfin et surtout, j'aimerais remercier les stagiaires de cette année – Somaya Amiri, Amélie Cossette, Gabrielle Feldmann, Valere Gaspard, Olga Goulet Doyon, Hanna Hughes, Daniel Lukac, Samuel Maclennan, Tristan Masson et Christelle Tessono – de la résilience et de

la souplesse dont ils ont fait preuve tandis que nous nous adaptions à la pandémie, et de leur patience avec moi tandis que j'endossais un nouveau rôle dans des circonstances tout sauf idéales. J'ai hâte de voir ce que l'avenir vous réserve.

Cordialement,

Paul Thomas

Paul Thomas (Ph. D.)
Directeur, Programme de stage parlementaire

Avant-propos : un bref survol du PSP

Le Programme de stage parlementaire (PSP) est une initiative travail-études non partisane unique qui permet chaque année à 10 nouveaux diplômés d'universités canadiennes de travailler pour des députés canadiens tout en prenant part à un programme d'études et de perfectionnement professionnel. Le Programme poursuit trois objectifs :

- offrir une occasion d'apprentissage à de jeunes Canadiens;
- fournir des adjoints hautement qualifiés aux députés;
- contribuer à faire connaître le Parlement au public.

Dans le cadre du Programme, qui débute en septembre pour se terminer en juin, les stagiaires se voient verser un modeste salaire. Ils sont aujourd'hui plus de 500 à avoir pris part au PSP, bon nombre d'entre eux ayant par la suite connu de brillantes carrières dans la fonction publique, en politique, dans les milieux universitaires, les affaires et le journalisme et le secteur caritatif.

Le PSP a été créé par suite d'une motion de la Chambre des communes présentée par le regretté député Alfred Hales et adoptée à l'unanimité en 1969. Conformément à la recommandation originale du Comité permanent de la procédure et des opérations, le Programme est exploité conjointement par la Chambre des communes et l'Association canadienne de science politique (ACSP), un organisme de bienfaisance enregistré en Ontario qui se consacre à promouvoir l'étude du gouvernement et de la politique au Canada. Les Présidents de la Chambre des communes servent de parrains au PSP, en vue d'en garantir le positionnement non partisan au sein de la Chambre. Cette tradition s'est récemment poursuivie, en 2019, avec l'honorable Anthony Rota, 43e Président de la Chambre, qui a consenti à assumer les fonctions de parrain après son élection pour le rôle. Le greffier de la Chambre entretient lui aussi des contacts réguliers avec les stagiaires.

Le partenariat entre la Chambre et l'ACSP est régi par une entente de service renouvelée tous les trois ans. Aux termes de cette entente, la Chambre facilite le placement des stagiaires auprès de députés et offre un soutien administratif par l'intermédiaire d'un adjoint administratif à mi-temps pour le Programme. L'adjoint contribue à un vaste éventail d'activités du PSP, dont les rencontres et les événements dans le cadre du Programme, le recrutement de programme, l'orientation et la correspondance. L'entente de service permet aussi au PSP d'utiliser différentes ressources de la Chambre, comme les espaces de réunion, les services de traduction, les cours de formation en langue. De plus, le Règlement administratif relatif aux députés de la Chambre des communes permet aux stagiaires de bénéficier de plusieurs des mesures de soutien offertes au personnel des députés, comme l'accès à un financement des déplacements pour les visites de circonscriptions. La Chambre désigne un membre du personnel-cadre pour servir d'agent de liaison avec le programme, afin d'aider à la résolution de tout problème qui pourrait se présenter.

Le salaire des stagiaires et les activités du Programme sont en grande partie financés par différents commanditaires externes qui offrent différents degrés de soutien. Ensemble, les commanditaires représentent un éventail diversifié d'entreprises canadiennes, d'associations de l'industrie et d'organismes gouvernementaux. Plusieurs « amis » du PSP offrent également une aide ou un soutien en nature pour des projets précis. Le Programme est redevable à ces

partenaires dévoués, en particulier à ses deux commanditaires platine, le Conseil de recherches en sciences humaines et la Banque de Montréal, qui ensemble, fournissent plus du quart du financement base du PSP.

L'ACSP gère quant à elle les activités quotidiennes du PSP, veille au maintien des normes universitaires du Programme et recueille des fonds pour ses activités. Elle emploie le directeur du PSP en tant que responsable administratif et pédagogique à temps plein du Programme. Le directeur organise et préside le comité de sélection des stagiaires, planifie le programme d'orientation, donne des séminaires théoriques hebdomadaires et en assure la supervision, de même que celle du « caucus interne » hebdomadaire, prodigue des conseils aux stagiaires et assure la liaison avec les intervenants concernés du Programme (commanditaires, anciens stagiaires, universitaires, personnel de la Chambre, députés, etc.), en plus de voir à l'organisation des événements annuels. Le directeur est aussi responsable du budget du PSP, des collectes de fonds, des demandes de subvention, des ententes avec les parties intéressées, du rapport annuel, des communications et de la gestion des ressources humaines. Différents membres du personnel de l'ACSP lui offrent leur soutien pour l'administration et la planification financières, tandis que le conseil d'administration de l'Association assure la gouvernance du Programme et en assume la responsabilité.

Le conseil consultatif du PSP, composé de représentants de l'ACSP, de commanditaires, de l'AASP et d'amis du programme, assure une surveillance additionnelle et fournit davantage d'orientations. Ses membres se réunissent deux fois l'an pour examiner les ébauches des rapports annuel et semestriel et offrir rétroaction et soutien au directeur du Programme. Les anciens stagiaires du PSP sont aussi nombreux à donner de leur temps pour promouvoir le Programme, recueillir des fonds, guider des candidats potentiels, offrir leurs conseils aux nouveaux stagiaires qui déménagent à Ottawa et soutenir les stagiaires actuels par le réseautage, et dans le cadre de leur recherche d'emploi après le stage.

Introduction

Chaque cohorte de stagiaires parlementaires doit faire face à des difficultés inattendues. Les stagiaires pour 2020-2021 ont été recrutés en mars 2020, avant que la pandémie de COVID-19 ne soit déclarée, mais ont maintenu leur engagement vis-à-vis du Programme en dépit des circonstances totalement différentes qui les attendaient à leur arrivée à Ottawa, en septembre. Bien que les stagiaires de 2019-2020 aient connu les premiers mois chaotiques de la pandémie de coronavirus, la cohorte de 2020-2021 a été la première (et, espérons-le, la dernière) à effectuer tout son stage pendant une crise de santé publique.

En dépit de ces difficultés, cependant, le Programme a continué d'offrir aux stagiaires une occasion exceptionnelle de combiner travail et études dans un cadre non partisan. Chaque stagiaire a effectué des stages à temps plein auprès d'un député du gouvernement et d'un député de l'opposition, participé à des séminaires éducatifs hebdomadaires et pris part à des voyages d'études virtuels à différents endroits au Canada et même au-delà de nos frontières. De plus, les stagiaires terminent actuellement des travaux de recherche originaux sur différents sujets d'actualité, dont la représentation des communautés touchées par la COVID-19 et l'utilisation de discours sur la race dans les débats parlementaires. La capacité du PSP à poursuivre ses activités en dépit de l'incertitude continue et de l'évolution rapide des restrictions de santé publique témoigne de la résilience personnelle et de l'adaptabilité des stagiaires.

En plus d'offrir aux stagiaires une expérience significative dans des circonstances difficiles, l'année 2020-2021 a aussi été marquée par des progrès considérables dans les efforts déployés en continu pour renforcer le fonctionnement et l'administration du PSP. Les stagiaires sont notamment devenus des employés directs de l'ACSP, ce qui leur confère davantage de droits et de protections, y compris l'admissibilité à l'assurance-emploi et à d'autres prestations s'ils ne parvenaient pas à trouver un emploi à la fin du Programme. Des progrès ont aussi été réalisés vers l'augmentation de la bourse versée aux stagiaires, et le PSP a continué de bénéficier d'un solide soutien de la part de ses différents commanditaires et des amis du Programme.

La partie I du présent rapport annuel 2020-2021 présente les stagiaires et leurs nombreuses activités tout au long de l'année. La partie II traite du processus de recrutement de la cohorte 2021-2022 et dévoile l'identité des stagiaires sélectionnés. Enfin, la partie III du rapport est consacrée à l'administration du PSP; on y fait le point sur les finances avant d'examiner la planification stratégique pour l'année à venir.

Partie I : Activités des stagiaires 2020-2021

La cohorte 2020-2021 du PSP

La 51e cohorte de stagiaires comprenait six femmes et quatre hommes de cinq provinces : Colombie-Britannique, Alberta, Manitoba, Ontario, Québec et Nouvelle-Écosse. Elle se composait de quatre francophones et six anglophones. Quatre des stagiaires étaient titulaires de diplômes d'études supérieures; huit étaient diplômés en science politique ou dans des disciplines connexes, et un en histoire. Ci-après, leurs noms, de même que les stages effectués par chacun auprès de députés :

Somaya Amiri – *Maple Ridge (Colombie-Britannique)*
B.A. (science politique), Université McGill
- Robert Oliphant, député de Don Valley-Ouest (Parti libéral)
- Alain Rayes, député de Richmond-Arthabaska (Parti conservateur)

Amélie Cossette – *Shawinigan (Québec)*
B. Sc. Soc. spécialisé (études des conflits et droits de la personne), Université d'Ottawa
- Arif Virani, député de Parkdale-High Park (Parti libéral)
- Stéphane Bergeron, député de Montarville (Bloc Québécois)

Gabrielle Feldmann – *Waterloo (Ontario)*
B. Sc. Soc. spéc. double (administration publique et science politique), Université d'Ottawa
- Sameer Zuberi, député de Pierrefonds-Dollard (Parti libéral)
- Greg McLean, député de Calgary Centre (Parti conservateur)

Valere Gaspard – *Leamington (Ontario)*
B.A. spécialisé (spécialisation en science politique et majeure en philosophie), Université Western
- Marilène Gill, députée de Manicouagan (Bloc Québécois)
- Terry Beech, député de Burnaby North-Seymour (Pari libéral)

Olga Goulet-Doyon – *Saint-Joseph-de-Beauce (Québec)*
B.A. (sciences politiques), Université Laval
MA (Political Science), Université de Toronto
- Lianne Rood, députée de Lambton-Kent-Middlesex (Parti conservateur)
- Kody Blois, député de Kings-Hants (Parti libéral)

Hanna Hughes – *Prince George (Colombie-Britannique)*
B.A. (science politique et études internationales), Université du Nord de la Colombie-Britannique
- Nathaniel Erskine-Smith, député de Beaches-East York (Parti libéral)
- James Bezan, député de Selkirk-Interlake-Eastman (Parti conservateur)

Daniel Lukac – *Dawson Creek (Colombie-Britannique)*
B.A. (science politique), Université du Nord de la Colombie-Britannique
Certificat (planification culturelle), University of British Columbia Extended Learning
M.A. (science politique), Université Queen's

- Earl Dreeshen, député de Red Deer-Mountain View (Parti conservateur)
- Rachel Bendayan, députée d'Outremont (Parti libéral)

Samuel Maclennan – *Calgary (Alberta)*
B. Sc. spécialisé (sciences de la vie et études religieuses), Université Queen's
M.A. (études religieuses), Université Queen's
- L'hon. Michelle Rempel Garner, députée de Calgary Nose Hill (Parti conservateur)
- Iqra Khalid, députée de Mississauga-Erin Mills (Parti libéral)

Tristan Masson – *Winnipeg (Manitoba)*
B.A. spécialisé (science politique, mineure en développement durable), Université Concordia
M. Ph. (relations internationales et politique), Université de Cambridge
- Ali Ehsassi, député de Willowdale (Parti libéral)
- Leah Gazan, députée de Winnipeg Centre (NPD)

Christelle Tessono – *Montréal (Québec)*
B.A. (science politique, mineure en histoire), Université McGill
- Matthew Green, député de Hamilton-Centre (NPD)
- Greg Fergus, député de Hull-Aylmer (Part libéral)

Adaptation à la pandémie

Bien que la pandémie de COVID-19 ait eu des répercussions importantes sur la prestation du Programme de stage parlementaire, édition 2020-2021, elle n'a pas eu grande incidence sur la capacité du PSP à atteindre ses trois principaux objectifs, soit d'offrir une expérience d'apprentissage exceptionnelle tout en procurant un soutien aux députés et en améliorant la connaissance qu'a le public du Parlement.

Équilibre entre les activités virtuelles et celles en personne

Nous avons communiqué avec les stagiaires avant le début de l'année pour leur demander s'ils avaient des inquiétudes ou des vulnérabilités personnelles qui pourraient les empêcher de déménager. Puisqu'aucun d'entre eux n'en avait, nous avons procédé au déménagement des stagiaires à Ottawa en espérant que la pandémie soit maîtrisée au fil des mois.

Pendant l'été, le directeur a communiqué régulièrement avec l'agent de liaison de la Chambre des communes, Scott Lemoine, pour s'assurer que les activités du PSP étaient conformes aux protocoles élaborés par la Chambre concernant la COVID-19. M. Lemoine s'est aussi rendu utile en vérifiant que tous les services de l'Administration de la Chambre étaient au courant que les stagiaires avaient le droit d'être sur la Colline malgré les restrictions imposées aux organisations « de l'extérieur ». Ces efforts nous ont permis de tenir, pendant quatre jours, des réunions en personne en respectant la distanciation sociale au cours de la période d'orientation. Les séances en question se sont révélées très utiles pour développer un sentiment de collégialité au sein de la cohorte.

Au début de septembre, le directeur a mené un sondage auprès des stagiaires pour déterminer à quel point ils étaient préoccupés par la pandémie et pour connaître leurs préférences quant aux différentes méthodes d'adaptation. Les réponses ont révélé que les stagiaires étaient généralement à l'aise avec les rassemblements en personne à condition que les mesures de distanciation sociale soient respectées, et qu'ils étaient tout aussi préoccupés, sinon plus, par les répercussions possibles de l'isolement sur leur santé mentale que par la COVID 19 elle-même. Compte tenu de ces opinions, nous avons organisé, au milieu de septembre, un dîner avec un commanditaire (CropLife) dans une salle privée du restaurant Metropolitan, en respectant la distanciation sociale.

Malheureusement, en raison du début de la deuxième vague et des nombreuses demandes formulées pour occuper les grandes salles de comité de la Chambre des communes, toutes les activités de groupe, y compris le caucus hebdomadaire des stagiaires, les séminaires éducatifs et les midis-conférences, se sont déroulées par vidéoconférence à compter d'octobre. Bien que l'ampleur des restrictions de santé publique à Ottawa ait fluctué au cours des mois qui ont suivi, les rencontres en personne dans le cadre du Programme n'ont pas repris, l'objectif étant de limiter autant que possible le risque d'exposition des stagiaires à la pandémie. Les voyages d'études législatives de même que les visites en provenance de programmes de stage partenaires se sont aussi déroulés de façon virtuelle.

En dépit de ce passage aux rencontres virtuelles pour nos activités de groupe, la pandémie n'a eu que peu d'incidence sur les placements individuels des stagiaires auprès de députés pendant l'automne, la plupart d'entre eux ayant travaillé depuis les bureaux de leur député au moins une journée par semaine. Étant donné la grande taille des bureaux des députés, il est en effet possible de maintenir une distanciation sociale et de respecter les préférences des stagiaires afin d'éviter l'isolement. Plusieurs d'entre eux ont aussi été en mesure d'effectuer, en novembre, des visites de circonscriptions dans le respect de la distanciation sociale.

La situation s'est cependant gâtée suivant l'introduction de mesures de santé publique plus rigoureuses en Ontario, vers la fin de 2020. Plusieurs des stagiaires ne sont pas revenus à Ottawa après leurs vacances des Fêtes, choisissant de demeurer avec leur famille plutôt que de s'isoler. Plusieurs autres sont rentrés retrouver leur famille au cours des mois qui ont suivi, de sorte que quatre seulement se trouvaient toujours à Ottawa en mai. Les visites de circonscriptions ont aussi été suspendues.

Tout au long de l'année, le directeur est demeuré en communication étroite avec l'agent de liaison de la Chambre des communes, Scott Lemoine, et a tenu les stagiaires au courant des protocoles changeants relativement à la COVID-19 au Parlement et en dehors. Le directeur a également travaillé en étroite collaboration avec l'agent de liaison pour élaborer des **directives officielles relativement à la COVID-19 à l'intention des stagiaires et des députés qui les accueillaient,** tandis que les stagiaires entreprenaient leur deuxième stage. À l'heure actuelle, aucune rencontre en personne n'est envisagée pour le reste de l'année du Programme.

De plus amples détails quant à la façon dont le PSP s'est adapté à la COVID-19 peuvent être trouvés dans l'**article de *The Hill Times*** concernant l'expérience des stagiaires durant la pandémie, à l'annexe I.

Soutien pour l'adaptation à la pandémie

Le Programme a mis en place plusieurs nouvelles mesures pour aider les stagiaires à s'adapter à la pandémie. En août dernier, le directeur a retenu les services d'Enya Bouchard, une stagiaire de 2019-2020, pour mener une enquête sur sa cohorte et préparer un document présentant les pratiques exemplaires et les leçons tirées de leur adaptation au travail à domicile au cours des premiers mois de la pandémie. Ce document, intitulé *Conseils du PSP pour un travail virtuel efficace*, a été distribué aux stagiaires actuels au début du mois de septembre.

Comme les stagiaires n'auraient d'autre choix que de travailler de leur domicile au moins une partie du temps, une allocation de télécommunications de 50 $ par mois a été créée pour compenser l'augmentation des coûts liée à Internet et aux technologies. Cette allocation tient également compte du fait que les stagiaires se servent généralement de leur téléphone cellulaire personnel pour les activités du PSP. Elle a été versée sous forme d'un montant forfaitaire en septembre, au cas où les stagiaires auraient à acheter de l'équipement neuf, p. ex. un ordinateur, au début du Programme.

Malheureusement, les stagiaires ont connu des difficultés pour parvenir à travailler à distance, seuls les dispositifs fournis par la Chambre des communes étant autorisés à accéder à son intranet. Bien que certains stagiaires se soient vu fournir de tels dispositifs par leurs bureaux, d'autres n'en avaient aucun de disponible. Le directeur a travaillé avec l'agent de liaison de la Chambre des communes pour trouver des solutions, et les stagiaires ont finalement pu accéder à la plupart des services au moyen du portail de Microsoft Outlook. Le directeur verra s'il serait possible que les futurs stagiaires reçoivent des dispositifs de la Chambre afin de faciliter leur intégration aux bureaux des députés.

Une aide supplémentaire a également été offerte aux stagiaires pour leur permettre d'effectuer des visites de circonscriptions en respectant la distanciation sociale. Auparavant, la plupart des stagiaires demeuraient dans une résidence privée lors de leurs visites dans les circonscriptions des députés, par exemple chez des amis ou chez le député ou des membres de son personnel. Lorsque cela s'avérait possible, le directeur a donc réaffecté les fonds initialement réservés au voyage d'études au Nunavut, annulé (voir ci-après), pour couvrir les frais supplémentaires que devaient assumer les stagiaires lors de leurs déplacements dans leur circonscription.

Les stagiaires à la Chambre des communes

Programme d'orientation

Du 8 au 23 septembre 2020, les stagiaires ont suivi un programme d'orientation intensif comprenant plus de 40 réunions, séminaires et autres activités. L'orientation a commencé par deux jours de séances en personne, en respectant la distanciation sociale, pour permettre aux stagiaires de se présenter et d'obtenir un aperçu du Programme et de ses objectifs éducatifs. Presque tous les autres éléments de l'orientation se sont cependant déroulés de façon virtuelle.

Le principal élément du Programme consistait en une série de séances de formation de plusieurs jours données par des greffiers de la Chambre des communes sur tous les aspects de la procédure parlementaire et du fonctionnement de la Chambre. Naaman Sugrue, greffier à la procédure de la Direction des recherches pour le Bureau, a gracieusement organisé ces

séances, tandis que Lalita Acharya (cheffe du Service d'information et de recherche parlementaires) et ses collègues préparaient deux présentations sur la Bibliothèque du Parlement et ses ressources. Dans la foulée du succès remporté par la présentation sur le Sénat l'année dernière, Emilie Macfie et Kate McCarthy de la Direction des communications du Sénat, ont tenu une journée d'introduction à la Chambre haute pour les stagiaires.

Outre la formation sur la pratique et la procédure parlementaires, les stagiaires ont également participé à des séances avec le parrain du Programme, Anthony Rota, Président de la Chambre des communes, ainsi qu'avec le greffier de la Chambre des communes, Charles Robert. Ils ont aussi rencontré deux anciens stagiaires désormais députés, le libéral Arif Virani et le conservateur Brad Vis, qui leur ont présenté leur parti politique respectif. Ils ont également eu droit à un exposé sur le NPD présenté par la directrice nationale du parti, Anne McGrath, et se sont familiarisés avec l'évolution du rôle du Sénat en participant à une table ronde avec les sénateurs Jane Cordy, Denis Dawson et Mobina Jaffer[1]. Des séminaires avec des commanditaires ont par ailleurs permis aux stagiaires d'en apprendre davantage sur la défense des droits, l'élaboration des politiques, le cycle budgétaire et d'autres questions clés. Enfin, les stagiaires ont rencontré les membres de la cohorte de 2019-2020, qui leur ont fourni des conseils sur le déroulement de leur stage dans le contexte de la pandémie de COVID-19.

En dépit du passage au format virtuel, la réception de bienvenue annuelle du 9 septembre s'est déroulée dans des « salles de petits groupes » afin que les commanditaires et les intervenants du PSP puissent faire la connaissance des stagiaires et les accueillir sur la Colline du Parlement en petits groupes. Nous avons également profité de cette activité virtuelle pour inviter des personnes qui ne peuvent normalement pas assister à la réception, comme la présidente de l'ACSP, Joanna Everitt, qui a prononcé le discours d'ouverture.

Affectations à des députés

Pendant le Programme, chaque stagiaire a travaillé avec un député du gouvernement et un député de l'opposition. Ceux qui avaient travaillé avec un député du parti au pouvoir lors du premier jumelage (du 7 octobre 2020 au 19 février 2021) ont ensuite travaillé avec un député de l'opposition lors du deuxième (du 22 février au 18 juin 2021), et vice versa.

Après les élections de 2019, le greffier de la Chambre des communes a approuvé la répartition suivante des stagiaires pour chaque jumelage afin de refléter approximativement la représentation officielle des partis à la Chambre lors de la 43e législature :

- cinq stagiaires auprès des députés libéraux (gouvernement);
- trois stagiaires auprès des députés conservateurs (opposition);
- un stagiaire auprès des députés du Bloc québécois (opposition);
- un stagiaire auprès des députés du NPD (opposition).

Les députés de tous les partis officiellement reconnus peuvent accueillir un stagiaire, à l'exception du Président, des ministres du Cabinet et des chefs de parti. Il leur faut toutefois présenter une demande à cet effet. En raison de la pandémie, nous avons élaboré **un nouveau système en ligne pour la présentation des demandes des députés**, ce qui a considérablement simplifié le processus. Au total, 53 députés ont présenté une demande, soit 4 membres du Bloc

[1] Une rencontre avec un représentant du Bloc québécois est prévue plus tard cette année.

québécois, 17 conservateurs, 24 libéraux et 8 néo-démocrates.

Au début d'octobre, les stagiaires ont choisi leur stage auprès d'un député selon un processus de décision qu'ils ont eux-mêmes conçu. Bien qu'ils aient chacun poursuivi des objectifs différents dans le cadre du Programme, en règle générale, ils ont accordé la priorité au travail avec les députés et les bureaux qui leur offriraient un mentorat, des perspectives régionales différentes, des projets intéressants et un environnement de travail constructif.

Le Programme est extrêmement reconnaissant aux députés pour l'occasion qu'ils offrent aux stagiaires d'en apprendre davantage sur la politique à travers une expérience pratique auprès de parlementaires. Les stagiaires leur ont apporté leur aide pour la correspondance avec la circonscription, les médias sociaux et des activités de sensibilisation telles que des séances de discussion ouverte, des balados de même qu'une initiative visant à mettre les aînés en contact avec des jeunes pendant la pandémie. Ils ont rédigé des questions pour la période des questions et les déclarations des députés, ont interagi avec différents intervenants et aidé à formuler des modifications aux lois. Ils ont aussi appuyé les travaux de leur député dans le cadre des comités législatifs (y compris ceux des Finances, de l'Industrie, des Comptes publics, des Affaires étrangères et des Opérations gouvernementales, ainsi que les comités spéciaux sur les relations sino-canadiennes et celles entre le Canada et les États-Unis). Ils ont assisté aux réunions sur la stratégie législative et surveillé les séances d'information du gouvernement et celles du caucus concernant la réponse du gouvernement à la pandémie de coronavirus. Ils ont contribué à des projets liés à la stratégie pour la garde des jeunes enfants, à la politique en matière de ressources naturelles et à la réconciliation.

Certains ont également eu la chance d'effectuer, lors de leur premier jumelage, des visites de la circonscription de leur député, dans le respect de la distanciation sociale. Le directeur a travaillé avec l'agent de liaison de la Chambre des communes pour élaborer de **nouvelles orientations à l'intention des députés** quant à la façon dont ils pourraient financer les déplacements de leurs stagiaires dans leur circonscription.

Formation universitaire et axée sur les compétences

Caucus et séminaires hebdomadaires du PSP

Chaque semaine, le mercredi matin, les stagiaires se réunissent pour un « caucus du PSP » d'une durée de trois heures. La moitié de la séance est consacrée à un séminaire éducatif de cycle supérieur sur des sujets liés aux études parlementaires ou à la politique canadienne. Le reste du temps sert à la coordination des nombreuses activités du PSP (midis-conférences, voyages d'études, rencontres de commanditaires, etc.) et à la mise en commun des expériences respectives des stagiaires au bureau de leur député. Lors du caucus, ceux-ci sont libres de parler anglais ou français, tandis que le dernier caucus chaque mois se veut une occasion, pour tous les participants, d'essayer de ne parler vraiment que français.

Parmi les sujets abordés par le directeur lors de séminaires en 2020-2021 figuraient notamment : les fonctions et le fonctionnement du Parlement, la représentation au Parlement, la discipline de parti et le processus législatif, le rôle des députés d'arrière-ban, les tribunaux et le Parlement, la politique autochtone, l'exécutif et le Cabinet, les partis politiques et la politique du Royaume-Uni. D'éminents universitaires ont également, avec générosité, fait profiter les

stagiaires de leur expertise à l'occasion de cours magistraux par conférencier invité, dont près de la moitié ont été organisés et présidés par les stagiaires eux-mêmes. Les conférenciers invités pour 2020-2021 étaient les suivants :

- Politique canadienne durant la pandémie de COVID-19 – *Michael Morden et Adelina Petit-Vouriot (Centre Samara pour la démocratie)*
- Race et politique – *Debra Thompson (McGill)*
- Méthodes de recherche en science politique – *Feodor Snagovsky (Alberta, PSP 2015-2016)*
- Genre et politique – *Melanie Thomas (Calgary) et Erin Tolley (Carleton)*
- Communication politique – *Tamara Small (Guelph) et Alex Marland (Memorial)*
- Fédéralisme – *Jennifer Wallner (Ottawa) et Daniel Béland (McGill)*
- Travail et politique au Canada – *Larry Savage (Trent)*
- Liberté de religion au Canada – *Richard Moon (Windsor)*
- Laïcité et liberté religieuse au Québec – *David Koussens (Sherbrooke)*
- Réforme électorale – *Louis Massicotte (Laval)*
- Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et politique autochtone au Canada – *Dale Turner (UT-St. George)*
- Politique du Canada atlantique – *Amanda Bittner (Memorial), Erin Crandall (Acadia, PSP, 2006-2007), Don Desserud (Î.-P-É.) et J.P. Lewis (UNB-Saint John)*
- Participation politique autochtone – *Brock Pitawanakwat (York, PSP 2002-2003)*
- Politique de l'Ouest canadien – *Jamie Lawson (Victoria, PSP 1988-1989)*, *Tom McIntosh (Regina), Lisa Young (Calgary, PSP 1988-1989)*
- Banque centrale et démocratie – *Jaqueline Best (Ottawa, PSP 1994-1995), Peter Dietsch (U de Montréal); Jeremy Green (Cambridge)*
- Nations et nationalisme – *Will Kymlicka (Queens)*
- Réformes paraconstitutionelles – *Patrick Taillon (Laval)*

Les stagiaires et le directeur sont extrêmement reconnaissants à tous ces universitaires, d'un bout à l'autre du pays, qui ont pris le temps de s'entretenir avec eux.

Autres séminaires éducatifs

Chaque année, au fil des différentes activités du Programme, comme l'orientation et les différents voyages d'études, les stagiaires prennent part à un éventail d'autres séminaires dispensés par des érudits. Parmi ceux-ci figuraient notamment les suivants :

Orientation

- La politique des fonds publics – *Helaina Gaspard* (Ottawa)
- Personnel politique au Canada – *R. Paul Wilson (Carleton)*

Voyage d'études en Ontario

- Droit et politique autochtones – *Pamela Palmater (Ryerson)*

Voyage d'études au Nunavut

- Politique du Nunavut – *Graham White (UT-Mississauga)*

Voyage d'études au Royaume-Uni

- Genre et politique au R.-U. – *Sarah Childs (Royal Holloway)*
- Influence législative à Westminster – *Daniel Gover (Queen Mary)*
- Le Parlement dans la politique du R.-U. – *Lord Norton of Louth (Hull)*
- L'Écosse se dirige-t-elle vers l'indépendance – *Jon Courtice (Strathclyde)*
- Une introduction à la politique écossaise – *Ailsa Henderson (Édimbourg)*
- La politique de l'Irlande du Nord – *Sean Haughey (Liverpool)*

Voyage d'études aux États-Unis

- Congrès 101 – *Joshua Huder (Georgetown University)*
- Visite des États-Unis – Fédéralisme et élections aux États-Unis – *Benjamin Kantack (Lycoming College)*

Durant l'année, les stagiaires assistent aussi à des événements de recherche, notamment l'Administrators' Colloquium. Avec le soutien de l'ambassade des États-Unis à Ottawa, le Programme a aussi lancé, cette année, une nouvelle série de discussions virtuelles sur la politique Canada–É.-U. pour aider à les stagiaires à entretenir leurs connaissances par rapport aux É.-U. en dépit de la pandémie. Ces événements sont abordés de façon plus détaillée ci-après, à la rubrique portant sur les voyages d'études.

Formation axée sur les compétences et perfectionnement professionnel

Afin de compléter les séminaires universitaires des stagiaires et la formation qu'ils reçoivent aux bureaux des députés, le directeur a organisé, en collaboration avec les stagiaires, des séances de formation axées sur les compétences et de perfectionnement professionnel avec des anciens et des amis du Programme qui les ont généreusement fait profiter de leur temps et de leur expertise. Ces séances traitaient notamment des sujets suivants :

- Perfectionnement professionnel – *Jonathan Malloy (Carleton)*
- Rédaction de discours – *Astrid Krizus (cabinet du premier ministre, PSP 2016-2017)*
- Programmes de doctorat – *Christopher Cochrane (UT-Scarborough), Andrew McDougall (UT-Scarborough), Rob Schertzer (UT-Scarborough), Alison Smith (UT-Mississauga, PSP 2009-2010), Rob Vipond (UT-St. George), David Wolfe (UT-Mississauga)*
- Possibilités d'emploi à la Bibliothèque du Parlement – *Lalita Acharya (Bibliothèque du Parlement)*
- Rédaction politique – *R. Paul Wilson (Carleton)*
- Postuler à des emplois dans la fonction publique fédérale – *Grégoire Baribeau (Environnement et Changement climatique Canada, PSP 2014-2015)*

Les stagiaires ont aussi suivi plusieurs séances de formation axées sur l'établissement d'un milieu de travail inclusif et respectueux. Parmi celles-ci :

- Formation sur l'intervention de témoins – *Julie Lalonde*
- Formation sur la résolution des conflits – *Eddie Jude Haraven*
- Formation sur les milieux de travail respectueux – *Mireille Gervais et Myriam Beauparlant (Chambre des communes)*

Le PSP et le Programme de stages à l'Assemblée législative de l'Ontario ont par ailleurs établi

un nouveau partenariat avec **Statistique Canada**, qui a gracieusement élaboré une série de formations et de webinaires d'information pour aider les deux groupes à mieux naviguer parmi ses ressources, à mieux les comprendre et à en faire un meilleur usage. Les sujets abordés comprenaient : le recensement de 2021, la navigation sur le site Web de StatCan, la marche à suivre pour opérer une séparation en fonction du genre, de la diversité et de l'inclusion, ainsi que l'Explorateur géospatial de StatCan.

Série de conférenciers invités

Chaque année, le PSP cherche à organiser des rencontres avec les chefs des partis politiques fédéraux. Cette année, les stagiaires ont rencontré :

- Yves François Blanchet – député de Beloeil—Chambly, chef du Bloc Québécois
- L'hon. Erin O'Toole – député de Durham, chef du Parti conservateur du Canada
- Jagmeet Singh – député de Burnaby South, chef du Nouveau Parti démocratique
- L'hon. Justin Trudeau – député de Papineau, premier ministre du Canada (à confirmer)

Les midis-conférences constituent une autre occasion, pour les stagiaires, de s'entretenir de façon informelle avec des décideurs politiques, des acteurs politiques et d'autres distingués Canadiens de leur choix. Cette année, les stagiaires ont profité du format virtuel pour entrer en communication avec plusieurs conférenciers hors de la région d'Ottawa. Les invités des midis-conférences pour l'édition 2020-2021 du PSP ont été les suivants :

- L'hon. Paul Martin (ancien premier ministre du Canada)
- Althia Raj (journaliste, PSP 2004-2005)
- Émilie Nicolas (journaliste)
- L'hon. Peter Harder (sénateur de l'Ontario, PSP 1975-1976)
- L'hon. Jody Wilson-Raybould (députée de Vancouver Granville, ancienne ministre de la Justice)
- Célina César-Chavannes (ancienne députée)
- Anil Arora (statisticien en chef du Canada)
- L'hon. Jay Hill (ancien député, chef du Parti Maverick)
- Jerry Dias (président national d'Unifor)
- D^re^ Johanne Liu (ancienne présidente de Médecins sans frontières)
- L'hon. Preston Manning (ancien député et ancien chef de l'opposition officielle)
- L'hon. Beverley McLachlin (ancienne juge en chef de la Cour suprême du Canada)
- Marie-Claude Landry (présidente de la Commission canadienne des droits de la personne)
- Chantal Hébert (chroniqueuse pour le *Toronto Star*, *L'actualité* et CBC)

Voyages d'études législatives comparatives

Des voyages d'études comparatives dans d'autres assemblées législatives, au Canada et à l'étranger, permettent aux stagiaires de mieux comprendre la démocratie et le fonctionnement des institutions politiques. Les stagiaires ont aidé à organiser les visites et ont produit des rapports détaillés sur ces voyages.

Comme la pandémie de COVID-19 se poursuivait, tous les voyages d'études de 2020-2021 se

sont déroulés virtuellement. L'absence de déplacement physique n'a cependant pas entraîné d'allégement important de la charge de travail connexe. Au contraire, bon nombre des voyages prévus se sont révélés beaucoup plus complexes à organiser, tandis que nous tâchions de composer avec le décalage horaire et avec des difficultés d'ordre technologique, qui ont fait en sorte que plusieurs s'étalent sur une plus longue période.

Nous sommes reconnaissants à nos partenaires, y compris la délégation de l'Union européenne au Canada, la mission du Canada auprès de l'UE, le Haut-commissariat du Royaume-Uni, le gouvernement gallois, le Foreign and Commonwealth Office, l'ambassade des États-Unis à Ottawa et le département d'État américain de continuer de nous appuyer dans la conduite de ces visites. Nous sommes également redevables au Programme de stages à l'Assemblée législative de l'Ontario, aux stagiaires de la Fondation Jean-Charles-Bonenfant et aux American Political Science Association Congressional Fellows pour tous les efforts qu'ils ont déployés afin d'organiser notre visite de leurs assemblées législatives respectives.

Les voyages d'études législatives de cette année ont été les suivants :

- Assemblée législative de l'Ontario – du 7 au 11 décembre 2020
- Assemblée nationale du Québec – du 20 au 22 janvier 2021
- Parlement du Royaume-Uni – du 1er au 25 février 2021
- Parlement gallois – les 8 et 9 mars 2021
- Parlement européen – du 15 au 26 mars 2021
- Assemblée législative de Nunavut – le 30 avril 2021
- Congrès des États-Unis – du 10 au 14 mai 2021

Série de discussions virtuelles sur la politique Canada–États-Unis

En plus d'apporter son soutien dans le cadre du voyage d'études annuel (voir ci-après), cette année, l'ambassade des États-Unis à Ottawa a offert un soutien supplémentaire pour une nouvelle série de discussions virtuelles relativement à des questions stratégiques touchant à la fois le Canada et les États-Unis. Chaque événement de la série a donné aux stagiaires de nouvelles occasions de se voir informés de questions pressantes par des experts établis dans chacun des pays. Deux des événements ont aussi été ouverts au public sous forme de webinaires, ce qui a permis à plus de 200 parlementaires, étudiants, fonctionnaires et membres du public de s'instruire en écoutant la discussion et de présenter des questions écrites. Les sujets des séances ont été les suivants :

La sécurité mondiale à l'ère de la 5G

- Stephanie Carvin (Carleton)
- Melissa Hathaway (Hathaway Global)

Après l'inauguration : les relations entre le Canada et les États-Unis à l'ère Biden (webinaire public)

- Stephanie Carvin (Carleton)
- Lgén (à la retraite) Andrew Leslie (ancien député)
- David Moscrop (Ottawa)
- Brian Naranjo (département d'État américain)
- Althia Raj (*HuffPost*, PSP 2004-2005)

Changement climatique et politique énergétique au Canada et aux États-Unis (webinaire public)

- Heather Castleden (Queens)
- Jessica Green (UT-St. George)
- Matto Mildenberger (UC Santa Barbara)
- Jennifer Winter (Calgary)

Élaboration de politiques au Canada et aux États-Unis

- Vass Bednar (McMaster)
- Daniel Drezner (Tufts)

Le Programme est reconnaissant à l'ambassade des États-Unis à Ottawa pour son soutien dans le cadre de cette série de discussions et tentera de déterminer comment réitérer l'expérience au cours des années à venir.

Travaux de recherche

Chaque stagiaire doit produire, dans le cadre du Programme, un rapport de recherche. Les rapports, qui reflètent les expériences de chacun à la Colline, sont le produit d'une observation participante, d'entrevues, de recherches textuelles et d'analyses comparatives et quantitatives approfondies, y compris de leurs travaux dans le cadre des comités. Les stagiaires qui effectuent des entrevues, font passer des sondages ou s'adonnent à des activités similaires doivent remplir un protocole d'éthique. Les travaux de recherche pour 2020-2021 portaient notamment sur les sujets suivants :

- La représentation des personnes vivant avec une déficience intellectuelle et de leurs intérêts à la Chambre des Communes.
- Une analyse du discours de racisme systémique à la Chambre des communes en 2020.
- La représentation des groupes sous-représentés et vulnérables au Parlement pendant la COVID-19.
- L'incidence du Parlement virtuel sur les travaux de représentation des assemblées législatives.
- La compréhension des récriminations de l'Ouest canadien à l'endroit du Parti conservateur du Canada
- Conceptions parlementaires de la liberté de religion
- Adoption et implémentation de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones par le gouvernement du Canada
- Un examen de la relation de la Banque du Canada avec le Parlement
- Influence du Parlement sur les relations avec la Chine
- L'utilisation de messages liés aux partis et partisans dans les comités de la Chambre des communes au sein d'un Parlement minoritaire.

Les projets de recherche des stagiaires contribuent à de nouvelles perspectives vis-à-vis du Parlement du Canada. Les stagiaires présenteront leur recherche aux parlementaires, aux anciens stagiaires, aux commanditaires, aux chercheurs de la Bibliothèque du Parlement ainsi qu'à des politologues lors du 11e symposium annuel Jean-Pierre Gaboury, en juin 2021.

Le prix Alf Hales

Chaque année, un prix est décerné au meilleur rapport de recherche produit par un stagiaire de la cohorte précédente. Le prix en question doit son nom à M. Alfred Hales, regretté député dont la motion à la Chambre des communes a mené à la création du PSP. Bénéficiant jusqu'ici du soutien de l'Institut sur la gouvernance, le prix Alf Hales sera désormais commandité, à compter de 2020-2021, par le Centre Samara pour la démocratie, un centre d'études et de recherches non partisan ayant pour objectif de renforcer la démocratie canadienne.

En plus du directeur, le comité de sélection pour le prix 2019-2020 comprend :

- Erin Crandall (Ph. D.) – représentante de l'ACSP (PSP 2006-2007)
- Scott Lemoine – représentant de la Chambre des communes
- Adelina Petit-Vouriot – représentante du Centre Samara pour la démocratie
- Michelle St. Pierre – représentante du Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH)
- Garth Williams (Ph. D.) – représentant des anciens stagiaires (PSP 2006-2007)

L'auteur du meilleur projet recevra 1000 $ et les finalistes, 500 $ chacun. Les prix seront décernés lors du Symposium Gaboury 2021, en juin.

Diffusion des connaissances sur le Parlement

Médias sociaux

Les stagiaires continuent d'améliorer la visibilité du Programme sur la Colline du Parlement et à l'extérieur de celle-ci en faisant part de leurs expériences sur Facebook, Instagram, Twitter et le site Web. Le nombre d'abonnés au PSP sur Twitter (1 320), sur Instagram (551), sur Facebook (1 830) et sur LinkedIn (346) ne cesse d'augmenter. Dans le but de réduire les dédoublements et les efforts de coordination entre ces plateformes, l'équipe des médias sociaux des stagiaires gère désormais les comptes à l'aide de l'outil Hootsuite. Le directeur et les stagiaires s'efforcent également d'élargir notre public francophone sur les médias sociaux en adoptant des noms de compte bilingues (p. ex. @PIP/PSP) et en publiant tous les messages dans les deux langues officielles.

Comme il en est question de façon plus détaillée à la partie II, les répercussions continues de la pandémie de COVID-19 ont fait en sorte que les comptes de médias sociaux du PSP revêtent une importance nouvelle dans la promotion de la campagne de recrutement pour l'édition 2021-2022 du Programme. Nous avons aussi lancé une campagne sur les médias sociaux aux fins de reconnaissance de nos commanditaires, pour leur donner du même coup l'occasion d'exprimer dans leurs propres mots leur engagement à l'égard du PSP.

Voyages d'études législatives de délégations étrangères

Cette année, les responsables du Programme ont organisé des voyages d'études virtuels pour les stagiaires et les boursiers de recherche de cinq autres assemblées législatives, donnant ainsi aux groupes invités la chance d'en apprendre davantage sur le Parlement canadien et la politique fédérale. Les stagiaires sont également heureux d'avoir cette occasion de se familiariser avec la politique provinciale et américaine. Ils étaient entièrement responsables de ces visites et ont organisé de façon exhaustive des dizaines de rencontres avec des députés,

des ministres, des universitaires, des journalistes et des experts législatifs pour leurs homologues.

Les visites d'études législatives de délégations étrangères de cette année ont été les suivantes :

- Programme de stages à l'Assemblée législative de l'Ontario – du 7 au 11 décembre 2020
- Boursiers de la Fondation Jean-Charles-Bonenfant (Assemblée nationale du Québec) – du 7 au 12 avril 2021
- Programme de stages à l'Assemblée législative de la Colombie-Britannique – les 7, 14 et 22 mai et le 4 juin 2021
- Programme de stages à l'Assemblée législative du Manitoba – le 30 mars et le 7 mai 2021
- Boursiers de l'American Political Science Association du Congrès des États-Unis : du 11 au 22 mai 2021

Les stagiaires ont apprécié ces occasions d'entrer en contact avec leurs « cousins » stagiaires qui avaient connu des expériences similaires à la leur pour s'adapter à la pandémie cette année.

Activités éducatives

Bon nombre des activités éducatives auxquelles les stagiaires auraient normalement participé ont été annulées en raison de la COVID-19. Néanmoins, les stagiaires de 2020-2021 ont communiqué leur enthousiasme pour l'apprentissage dans le cadre de nombreux programmes de mobilisation de la jeunesse et autres initiatives se déroulant en ligne.

À l'automne, deux stagiaires ont mis sur pied et animé un atelier en ligne à l'intention des membres du « cabinet jeunesse » des Boys and Girls Club of Canada (Repères jeunesse du Canada), pour leur présenter le Parlement en prévision de leurs rencontres avec des députés. Deux autres stagiaires ont aussi participé à la foire des ressources et de l'éducation virtuelle durant l'événement Héritières du Suffrage organisé par À voix égales. En mai, trois stagiaires ont quant à eux présenté le Parlement canadien aux nouveaux membres du personnel du consulat du Canada à Atlanta, en Géorgie.

Webinaires politiques

En plus des webinaires organisés dans le cadre de la Série de discussions sur la politique Canada–États-Unis, le PSP a tenu une série de webinaires mettant en vedette les commanditaires du Programme, invités à faire profiter un plus vaste public de leur expertise en matière de politique, ainsi que de leurs opinions relativement aux travaux du Parlement. Quatre séances ont ainsi eu lieu, permettant aux stagiaires de même qu'à des dizaines de spectateurs de l'extérieur d'acquérir une meilleure compréhension de plusieurs questions clés de la politique canadienne, en l'occurrence :

Peuples autochtones et exploitation des ressources au Canada – le 30 novembre 2020

- Angel Ransom – First Nations Major Projects Coalition
- Brian McGuigan – Association canadienne des producteurs pétroliers

Relancer l'économie : politique agricole canadienne durant la pandémie de COVID-19 et au-delà – le 5 février 2021

- Dave Carey – Canadian Canola Growers Association
- Lauren Kennedy – Les Producteurs de poulet du Canada

- Lauren Martin – Canadian Cattlemen's Association
- Dennis Prouse – CropLife Canada

Mobilisation de la recherche en sciences humaines en réponse à la COVID-19 (en partenariat avec le Conseil de recherches en sciences humaines) – le 29 mars 2021

- John Marshall Palmer (Carleton) – *Le « double défi » de la COVID-19 dans le monde en développement*
- Christina Gabriel (Carleton) – *Working Through the Pandemic: The Experiences of Immigrant Women*
- Crystal Fraser (Alberta) – *Contemporary Indigenous Concepts of Survival, Community, Strength, & COVID-19 in the Northwest Territories*
- Étienne St-Jean (Trois-Rivières) – *COVID-19 and small business: impact on entrepreneur's mental health*

Diriger pendant la crise : réussites et leçons tirées du secteur canadien des sciences de la vie au cours de la première année de la pandémie de COVID-19 – le 9 avril 2021

- Conrad Bellehumeur — *Médicaments novateurs Canada*
- Andrew Casey — *BIOTECanada*
- Pari Johnston — Genome Canada
- Dion Neame — Sanofi Pasteur Canada

Les stagiaires ont participé activement à la planification de chaque webinaire, qu'ils ont également présidé, et dont ils ont géré les détails techniques. Les séances ont exigé, pour leur production, passablement de planification, et nous sommes très reconnaissants aux commanditaires qui ont si généreusement donné de leur temps et mis à contribution leurs connaissances. Nous tenons aussi à remercier le Conseil de recherches en sciences humaines d'avoir financé l'interprétation simultanée de l'événement du 29 mars, permettant ainsi à un plus grand nombre de personnes de prendre part à la discussion.

Partie II : Perspectives pour 2021-2022

La campagne de recrutement 2021-2022

Le directeur a retenu les services d'une ancienne du PSP, Emma Lodge, qui a aidé à coordonner le recrutement. Le système de demande en ligne a ouvert le 26 novembre 2020, les candidatures devant être soumises au plus tard le 31 janvier 2021. Étant donné la pandémie, la diffusion de l'appel de candidatures s'est faite essentiellement par publicité électronique, sur les médias sociaux et par l'intermédiaire de nos intervenants, de nos partenaires et de nos anciens stagiaires.

Recrutement inclusif

Le renforcement de la diversité parmi les participants du PSP demeure une priorité. En 2018, nous avons lancé une initiative de recrutement inclusif qui visait : 1) à cibler une population plus diversifiée dans la publicité du recrutement, 2) à s'attaquer aux obstacles à la participation des groupes historiquement défavorisés, comme les préoccupations financières ou les compétences en langue seconde, et 3) à permettre aux candidats de s'identifier comme membres d'un groupe historiquement défavorisé dans le cadre du processus de recrutement.

Le ciblage dans le cadre du recrutement a été amélioré grâce à la constitution d'une liste d'organismes œuvrant auprès des jeunes racisés et des jeunes autochtones. Parallèlement, nous avons cherché à apaiser les inquiétudes financières des stagiaires éventuels en versant une indemnisation pour les frais engagés lors du déménagement et en augmentant graduellement la bourse. Une aide financière est également offerte à ceux qui auraient besoin d'une formation en langue seconde avant d'entreprendre le Programme.

Pour prévenir la discrimination, le *Code des droits de la personne de l'Ontario* interdit normalement aux organisations de demander à des candidats de s'identifier comme membres d'un groupe défavorisé. Les organisations peuvent toutefois créer un « programme spécial » aux termes du Code qui permet aux candidats de s'identifier comme tels, si elles peuvent démontrer que l'information en question est nécessaire pour lutter contre leur sous-représentation antérieure. En 2018, la directrice précédente a établi la nécessité d'un programme spécial pour le PSP au moyen d'un sondage auprès des anciens stagiaires, qui confirmait que les membres de groupes défavorisés avaient été sous-représentés parmi les participants.

Lancé pour la première fois en vue du cycle de recrutement de 2019-2020, le Programme spécial du PSP donne maintenant aux candidats la possibilité de s'identifier comme Autochtones, membres de groupes racisés ou personnes ayant un handicap, visible ou non. Les membres du comité de sélection sont pleinement informés des objectifs du programme, qui leur procure les renseignements nécessaires pour constituer des bassins de candidats qui reflètent la diversité de la population canadienne.

Les membres de l'Association des anciens stagiaires parlementaires (AASP) appuient également l'initiative de recrutement inclusif par un programme de mentorat qui met directement en contact des candidats éventuels avec d'anciens stagiaires bénévoles. Cette stratégie aide à remettre sur un pied d'égalité les candidats de la « bulle d'Ottawa », possédant une connaissance détaillée du PSP, de ceux qui découvrent tout juste l'existence du

Programme. Plus de 20 anciens stagiaires et 30 candidats éventuels ont pris part à l'initiative dans le cadre du recrutement pour 2021-2022.

Collaboration avec les partenaires et les intervenants
Le bulletin d'information POLCAN2 est demeuré le principal canal de diffusion de l'appel de candidatures parmi les politologues et les responsables des programmes de sciences politiques du pays. Des diapositives PowerPoint faisant la promotion du PSP ont été préparées en français et en anglais à l'intention des professeurs afin qu'ils les intègrent à leurs cours magistraux. Des présentations plus longues sont également à la disposition des universitaires et des organisations qui souhaitent faire connaître le Programme.

La mobilisation des partenaires s'est trouvée facilitée par les efforts qu'a déployés l'ancienne directrice en vue d'élaborer une liste complète des organismes œuvrant auprès des jeunes racisés et des jeunes autochtones, ainsi que d'un répertoire des programmes d'études supérieures et des programmes d'études autochtones offerts par les universités. Ces ressources ont été complétées, cette année, par la création d'une nouvelle liste des bureaux d'orientation d'universités. Un groupe de stagiaires actuels se sont portés volontaires pour communiquer avec ces personnes et répondre à toute question qu'elles pourraient avoir. Les stagiaires ont également eu la chance de donner une présentation sur le PSP aux récipiendaires de la bourse de 1834 d'Operation Black.

Publicité et médias sociaux
Le nouveau commanditaire média du PSP, le *Hill Times*, a généreusement fait don de plusieurs semaines de publicité sous forme de bannière dans ses bulletins quotidiens, en décembre et janvier. Ces publications ont permis une diffusion sans précédent de l'appel de candidatures parmi les politiciens, les hauts fonctionnaires, les lobbyistes, les diplomates et les Canadiens engagés d'un point de vue politique.

En plus de l'affiche de recrutement habituelle, le directeur a retenu les services d'un graphiste pour produire des images publicitaires qui ont été optimisées pour différentes plateformes de médias sociaux. Ces images ont été diffusées sur les quatre canaux de médias sociaux du PSP, et au moyen de publications payées sur Facebook ciblant les jeunes diplômés universitaires, tout particulièrement ceux de l'Ouest canadien. Les commanditaires du PSP, des députés et d'anciens stagiaires ont aussi été invités à publier, à republier ou à partager d'une quelconque autre manière l'appel de candidatures dans leurs propres médias sociaux, et des fichiers images personnalisés ont été produits à l'intention des commanditaires qui souhaitaient ajouter leurs propres logos directement aux publicités.

Webinaires
Le directeur, la personne chargée de coordonner le recrutement et des stagiaires bénévoles ont organisé des webinaires d'information à l'intention des candidats potentiels. Deux séances ont eu lieu en janvier, l'une en anglais, et l'autre, en français. Plusieurs anciens stagiaires du PSP ont fait don de leur temps à chacune des séances pour relater leur expérience et offrir des conseils. Les deux événements ont connu un franc succès, plus de 150 candidats potentiels y ayant assisté. Les présentations ont aussi été publiées sur le site Web pour ceux qui ne pouvaient les visionner en direct.

Plus de 20 anciens bénévoles continuent également de fournir des conseils détaillés par téléphone ou par courriel aux candidats éventuels. Cette stratégie permet d'établir des règles du

jeu équitables pour les candidats qui connaissent à fond le Programme et ceux qui découvrent tout juste les stages. Le directeur tient à remercier tous les anciens bénévoles et l'Association des anciens stagiaires pour la gestion de cette initiative unique.

Résultats
En dépit de l'incertitude découlant de la pandémie, nous avons reçu un nombre record de 237 candidatures pour la cohorte de 2021-2022, soit 44 % de plus que les 165 reçues en 2020-2021. Ils ont aussi continué de progresser dans leurs efforts de recrutement inclusif, 40 % des candidats s'identifiant comme membres d'un groupe racisé. Cette réussite témoigne de l'engagement des anciens stagiaires du PSP et de ses commanditaires.

Soulignons par ailleurs que ces résultats ont été atteints à bien moindre coût que dans le cadre des efforts de recrutement antérieurs, car aucune affiche physique n'a été produite ni postée. Bien que la production de matériel physique ne soit pas exclue pour les prochaines années, le Programme continuera, à l'avenir, d'employer pour le recrutement une approche numérique axée sur les partenaires.

Le processus de sélection 2021-2022

Le comité de sélection est habituellement constitué du directeur (président du comité), de stagiaires de cohortes récentes, de politologues et d'un représentant de la Chambre des communes. En plus du directeur, le comité de sélection de cette année comprenait :

- Enya Bouchard, PSP 2019-2020
- Sarah Crosby, PSP 2018-2019
- Stéphanie Chouinard, professeure adjointe en études politiques, Université Queen's
- Scott Lemoine, greffier principal adjoint (par intérim), Chambre des communes
- François Rocher, professeur d'études politiques, Université d'Ottawa

Étant donné l'important volume de candidatures reçues, le directeur, l'adjointe du Programme et l'ancienne directrice ont procédé à un examen initial visant à exclure les dossiers incomplets ou ceux qui n'avaient que très peu de chances d'être pris au sérieux. Le comité de sélection a ensuite examiné les candidatures, en février, pour présélectionner 25 candidats qui seraient interviewés en mars 2021. Les entrevues ont été menées par Zoom, mais sans l'utilisation de la vidéo, pour réduire le risque de préjugés personnels et de problèmes de bande passante. Le directeur est reconnaissant pour le dévouement, le professionnalisme et les observations du comité de sélection.

Les stagiaires parlementaires de 2021-2022

Les amis du Programme se réjouissent d'accueillir la 52e cohorte de stagiaires parlementaires à Ottawa, à compter du 1er septembre 2021. Les diplômés de cet impressionnant groupe peuvent s'attendre à une année unique d'apprentissage et de changements au sein d'un Parlement minoritaire, dans lequel reprendront graduellement, du moins nous l'espérons, les activités en personne. Les stagiaires parlementaires de l'année prochaine sont :

Élizabeth Bergeron — *Victoriaville (Québec)*
B.A. (Droit), Université de Montréal

Charles Bernard — *Sherbrooke (Québec)*
B.A. (Politique appliquée), Université de Sherbrooke
M.A. (Politique appliquée), Université de Sherbrooke

Anne Campbell — *Winnipeg (Manitoba)*
B.A. spécialisé (science politique), Université Western

Harriet Crossfield — *Vancouver (Colombie-Britannique)*
B.A. (Science politique et relations internationales), Université de la Colombie-Britannique

Jonathan Ferguson — *Halifax (Nouvelle-Écosse)*
B.A. spécialisé (relations internationales), Université Mount Allison

Annyse Hawkins — *Toronto (Ontario)*
B.A. spécialisé (science politique), Université Wilfrid-Laurier

Ryan Jamula — *Brantford (Ontario)*
B.A. spécialisé (sociologie), Université McGill
M.A. (sociologie), Université de la Colombie-Britannique

Angelica Kalubiaka — *Ottawa (Ontario)*
B.Sc. spécialisé (science biopharmaceutique – chimie thérapeutique), Université d'Ottawa

Wynn Rederburg—*Cowichan Bay (Colombie-Britannique)*
B.A. spécialisé (science politique), Université McGill

Alison Tardif-Plante — *Québec (Québec)*
B.A. spécialisé (spécialisation double en histoire et en science politique), Université d'Ottawa

Partie III — Gestion et gouvernance du Programme

L'année de programme 2020-2021 a été marquée par d'importants changements dans la gestion et le fonctionnement du PSP, les stagiaires et le directeur du Programme devenant tous des employés de l'ACSP. Le fait que bon nombre des activités du Programme doivent être tenues en ligne a été une source d'innovation de ses pratiques opérationnelles, mais même la pandémie de COVID-19 n'aura su ébranler l'engagement sans faille des différents partenaires et intervenants du PSP, qui ont continué d'appuyer le Programme en dépit des pressions auxquelles faisait face leur propre organisation.

Ressources humaines

Statut d'emploi des stagiaires

Avant l'année en cours du Programme, la situation d'emploi des participants au PSP était ambiguë. Le contrat du Programme stipulait que les stagiaires n'étaient ni des employés ni des étudiants de l'ACSP, mais on n'y définissait pas de façon très claire la nature de leur relation avec le Programme. Étant donné que 1) les stagiaires accomplissent des tâches professionnelles en contrepartie de leur bourse, et que 2) l'ACSP n'est pas un établissement d'enseignement agréé, cette structure n'était pas conforme aux lignes directrices de l'Agence du revenu du Canada en ce qui concerne les relations employeur-employé. De plus, la situation a créé des difficultés pour les stagiaires qui ont quitté le Programme sans avoir le relevé d'emploi nécessaire pour avoir droit aux aides gouvernementales, comme l'assurance-emploi ou la Prestation canadienne d'urgence.

À la lumière de cette situation, la directrice précédente a retenu les services d'un avocat pour rédiger un nouveau contrat établissant une relation d'emploi entre l'ACSP et les stagiaires. Les derniers détails des contrats ont été réglés sous la direction de l'actuel directeur, les stagiaires de 2020-2021 étant les premiers à être employés par l'ACSP.

Capturer tous les aspects du PSP dans le cadre d'une relation d'emploi s'est révélé difficile. Tous les travaux accomplis par les stagiaires pendant leur participation au Programme, y compris leurs travaux de recherche, leurs lectures éducatives et le temps consacré à organiser des visites d'études, sont désormais considérés comme des tâches liées à l'emploi et sont donc assujettis aux dispositions de la *Loi sur les relations de travail* de l'Ontario, ce qui comprend l'obligation de payer des heures supplémentaires ou de prendre des congés compensatoires lorsque les stagiaires travaillent plus de 44 heures au cours d'une même semaine. En outre, en tant qu'employés liés par un contrat d'une durée déterminée, les stagiaires ne peuvent plus accomplir d'activités du PSP, y compris leurs travaux de recherche, après la fin de leur contrat, car ils pourraient alors devenir des employés nommés pour une période indéterminée.

Pour préparer le Programme à cette réalité, le directeur a élaboré un *guide de l'employé du PSP*, dans lequel sont précisées les attentes concernant les divers éléments du Programme, le droit des stagiaires aux vacances, aux congés compensatoires et à d'autres congés, et la nécessité pour eux d'effectuer régulièrement un suivi de leurs heures de travail. Ce document sera mis à jour chaque année au fur et à mesure que de nouvelles politiques seront élaborées. Le directeur a également révisé les orientations du Programme à l'intention des députés afin de préciser que les stagiaires doivent consacrer environ un tiers de leur temps aux activités du Programme. Il a

aussi fallu revoir les lectures hebdomadaires pour les séminaires afin qu'elles puissent être raisonnablement effectuées par les stagiaires en marge des autres activités du PSP.

À mesure que l'année progressait, certains stagiaires ont trouvé de plus en plus difficile de parvenir à répartir leur temps entre les activités du PSP et leurs placements auprès de députés. Les lignes directrices à l'intention des députés seront révisées afin de clarifier que les stagiaires bénéficient d'autres mesures de protection en matière de travail, en complément à celle des adjoints parlementaires, et doivent consacrer du temps chaque semaine aux activités du Programme. Le directeur travaillera aussi avec la cohorte à venir afin d'établir des stratégies de gestion des différentes tâches des stagiaires.

Direction du PSP

Paul Thomas (Ph. D.) a officiellement amorcé son mandat en tant que directeur du PSP en juillet 2020, après avoir observé pendant un mois la directrice sortante, Anne Dance (Ph. D.) dans le cadre de ses fonctions. Lors de la mise en œuvre du nouveau statut d'emploi des stagiaires, il est apparu que la relation du directeur avec les responsables du Programme tenait davantage d'une relation d'employé que de travailleur autonome. Le directeur a soulevé la question auprès du conseil d'administration de l'ACSP, auquel un conseiller juridique a confirmé qu'il devrait devenir employé de l'ACSP. Un nouveau contrat a alors été préparé pour le directeur, considéré comme un employé à compter du 1er janvier 2021. Le directeur remercie encore une fois le conseil pour ses efforts afin de rendre la transition aussi harmonieuse que possible.

Sécurité et prévention du harcèlement

En août 2020, le directeur a convoqué un comité composé d'anciens stagiaires bénévoles afin d'examiner la *Politique de prévention du harcèlement et de la discrimination* du Programme et de la mettre à jour. La Politique a notamment été révisée de façon à ce qu'elle reflète le nouveau statut d'emploi des stagiaires, et pour y intégrer un nouvel énoncé contre la discrimination raciale. La version révisée peut être consultée sur le site Web du PSP.

Comme le prévoit la politique, les stagiaires ont été formés, orientés et soutenus dans leur travail sur la Colline. Dans cette perspective, l'agente de liaison des anciens, Clare Boychuk, a notamment survolé avec eux, lors de leur orientation, la politique sur le harcèlement. En septembre 2020, nous avons payé pour que les stagiaires et le directeur reçoivent une formation supplémentaire à l'intervention des témoins, donnée par Julie Lalonde, éducatrice du grand public en prévention du harcèlement. Les stagiaires ont demandé et organisé une autre séance, portant celle-là sur la résolution des conflits, les honoraires de l'experte-conseil en gestion du milieu de travail, Eddie Jude Hareven, pour sa prestation, en janvier 2021, ayant été couverts dans le Programme. Les stagiaires ont aussi suivi, en février 2021, le programme pour le respect en milieu de travail de la Chambre des communes.

Les stagiaires, conscients des problèmes de sécurité découlant du travail avec des parlementaires, ont rencontré, en compagnie du directeur, Éric Lecompte (directeur adjoint, Bureau de gestion des projets de sécurité et des opérations techniques du Bureau de la sécurité institutionnelle du Parlement) et ont reçu une formation approfondie aux protocoles de sécurité sur la Colline.

Intervenants et partenaires du Programme

Relations avec la Chambre des communes

Le PSP n'aurait pu fonctionner cette année face aux restrictions changeantes en matière de santé publique sans le soutien et l'engagement continu de la Chambre des communes. Melissa Carrier, adjointe du Programme, s'est révélée une incroyable ressource tout au long de l'année, aidant les stagiaires avec les questions de sécurité, répondant à leurs interrogations par rapport au télétravail et gérant le haut volume de correspondance qui accompagnait le recrutement annuel.

Le directeur du PSP a entretenu des contacts réguliers avec l'agent de liaison de la Chambre des communes, Scott Lemoine, pour déterminer dans quelle mesure les lignes directrices de la Chambre des communes en matière de COVID-19 s'appliquaient aux stagiaires, et afin d'explorer quelles ressources étaient à leur disposition pour les soutenir dans la transition vers le travail en ligne. M. Lemoine a également joué un rôle clé au sein du comité de sélection pour 2021-2022 et représentera la Chambre des communes au sein du jury pour le prix Hales 2020-2021. Le Programme est très reconnaissant à M. Lemoine pour tout le travail effectué pour le PSP au cours des dernières années, et lui souhaite ce qu'il y a de mieux tandis qu'il se lance dans de nouvelles attributions. Nous voudrions également souhaiter la bienvenue à Danielle Labonté, qui prendra la relève au poste d'agente de liaison.

Les stagiaires ont été reconnaissants au Président de la Chambre des communes, Anthony, pour son soutien continu tout au long de l'année. En septembre, M. Rota a accueilli les stagiaires au Parlement et leur a donné un aperçu du rôle de président. En avril, il a ensuite organisé une activité spécialement à leur intention, au cours de laquelle il a discuté avec sir Lindsey Hoyle, Président de la Chambre des communes britannique, de la façon dont les deux Chambres s'étaient adaptées à la pandémie de COVID-19, et répondu à des questions à ce propos. Nous aimerions aussi reconnaître le soutien et le dévouement de l'adjoint de M. Rota, M. Anthony Caricato.

Le greffier de la Chambre des communes, Charles Robert, est demeuré tout aussi profondément engagé vis-à-vis du Programme. M. Robert a donné une allocution de bienvenue lors de la réception d'automne du PSP, a rencontré les stagiaires pour discuter de son rôle et de la recherche sur le Parlement et a conseillé le directeur du PSP en continu. Il a aussi encadré individuellement certains des stagiaires pour leurs travaux de recherche et formulera des réflexions sur l'année au Parlement à l'occasion du Symposium Gaboury, qui aura lieu en juin.

Pour 2021-2022, la principale priorité du Programme dans le cadre de sa relation avec la Chambre des communes consistera à renouveler l'entente de service avec l'ACSP, qui arrivera à échéance en décembre 2021.

Commanditaires et amis du Programme

Les activités du PSP dépendent entièrement du soutien dévoué de ses commanditaires, répartis selon quatre niveaux de financement (platine, or, argent, bronze), ainsi que des « Amis du Programme », qui fournissent un appui non financier ou un financement en nature pour des projets précis.

En dépit de la situation difficile que connaissaient de nombreuses organisations et de la diminution des occasions de reconnaissance des commanditaires, la vaste majorité des commanditaires du PSP ont maintenu leur soutien en 2020-2021. Dans certains cas, cette décision a fait en sorte qu'ils ne puissent appuyer d'autres initiatives, et le programme est reconnaissant à ses commanditaires pour leur engagement continu.

L'un des deux commanditaires platine du PSP, le Conseil de recherches en sciences humaines, a renouvelé son protocole d'entente pour la période de 2021 à 2025. Le renouvellement s'accompagne d'une augmentation importante du financement, qui passe de 55 000 à 66 000 $ par année, et permet aussi de garantir que nous continuons de bénéficier de l'engagement non partisan du CRSH à des fins de soutien à la recherche universitaire. Trois nouveaux commanditaires bronze se sont aussi joints au PSP en 2020-2021 (Arcadia Advisory Services Limited, la Canadian Cattlemen's Association et Génome Canada), et nous avons également accueilli de nouveaux « amis ». Le Centre Samara pour la démocratie est devenu le nouveau commanditaire du prix Alf Hales pour le meilleur rapport de stage, tandis que *The Hill Times* devenait le premier commanditaire média du Programme, faisant don d'espace de publicité pour son recrutement ainsi que pour les remerciements de fin d'année aux commanditaires.

En plus de fournir des ressources financières, les représentants des commanditaires servent de mentors et de ressources pour de nombreux stagiaires dans le cadre du Programme et par la suite. Bien qu'il ait été plus difficile pour les stagiaires, du fait de la pandémie, d'entretenir des contacts réguliers avec les commanditaires, ils ont pu interagir avec bon nombre d'entre eux dans le cadre de conversations pendant l'heure du dîner, ou des webinaires précédemment décrits.

La liste complète des commanditaires du Programme est jointe à l'annexe II. Il a actuellement déjà tous ses commanditaires platine et or, mais pourrait encore accepter de nouveaux commanditaires argent et bronze.

Association des anciens stagiaires parlementaires (AASP)

L'AASP a profité de la tendance mondiale à se tourner vers Internet pour entrer en contact avec davantage d'anciens stagiaires résidant en dehors de la région de la capitale nationale. En décembre 2020, les membres de l'Association ont organisé pour les Fêtes une réception qui a attiré des anciens d'un peu partout, et, en mai 2021, une activité unique sur la démocratie en contexte de COVID-19, avec l'ambassadeur au Mexique, Graeme Clark (PSP 1986-1987), l'ambassadrice au Vietnam, Deborah Paul (PSP 1992-1993), et la consule générale à Minneapolis, Ariel Delouya (PSP 1984-1985).

L'AASP joue aussi un rôle important pour ce qui est d'appuyer le PSP dans le cadre de tout un éventail d'activités. Elle a apporté un soutien des plus appréciés pour le processus de recrutement 2021-2022, d'anciens stagiaires bénévoles offrant leurs conseils aux candidats potentiels pour leur dossier de candidature. Le sous-comité de financement de l'AASP a continué de recueillir des fonds pour la Fondation parlementaire Hales et Hurley (voir ci-après). Le PSP travaille avec l'AASP sur la base de données des anciens et paie pour les services électroniques de l'AASP.

Fondation parlementaire Hales et Hurley

Les efforts de collecte de fonds des membres de l'AASP sont maintenant centrés sur la Fondation parlementaire Hales et Hurley (FPHH), lancée en mai 2017 et gérée par la Fondation communautaire d'Ottawa. Elle a été nommée à la mémoire d'Alfred Hales, regretté député à l'origine du Programme en 1969, et de James Ross Hurley, directeur fondateur du PSP. Le lancement de la FPHH a été suivi de peu de sa campagne de financement pour le 50e anniversaire du PSP. Cette initiative, qui s'est terminée en juin 2020, a permis de récolter plus de 50 000 $ auprès de différents donateurs, dont 48 « leaders du PSP » qui ont versé chacun au moins 500 $. De généreux amis du Programme, dont James Ross Hurley et des membres de la famille Hales, ont aussi fait des dons.

La fondation dispose maintenant d'une dotation de 80 000 $, et le sous-comité de financement de l'AASP envisage d'autres initiatives cette année, prévoyant notamment mettre l'accent sur les legs.

Finances et activités du Programme

Finances 2020-2021

Nous sommes en voie de terminer l'exercice en cours (de juillet 2020 à juin 2021) avec un excédent de 15 000 $ à 20 000 $. D'importantes dépenses supplémentaires ont dû être engagées cette année, dont une augmentation de la bourse versée aux stagiaires, qui est passée de 24 000 $ à 25 000 $, l'ajout de cotisations à l'assurance-emploi et au Régime de pensions du Canada pour les stagiaires et le directeur, les coûts d'assurance précédemment versés directement par l'ACSP, des frais juridiques liés aux réformes du Programme, ainsi que le soutien aux stagiaires à des fins d'adaptation à la pandémie. Ces coûts accrus ont été contrebalancés par une diminution des frais de déplacements et d'hébergement, l'abandon du matériel de recrutement physique et l'ajout de nouveaux commanditaires.

Projections 2021-2022

Étant donné l'incertitude continue découlant de la COVID-19, il est difficile de savoir quelles dépenses le Programme devra engager en 2021-2022. On s'attend à la reprise de certains voyages, du moins au pays, mais les stagiaires continueront d'avoir besoin d'un certain soutien pour s'adapter aux réalités de la pandémie. Le budget 2021-2022 se veut une tentative pour trouver un équilibre entre ces scénarios en incluant un modeste soutien à l'intention des stagiaires qui pourraient travailler de chez eux, tout en veillant à la disponibilité de ressources pour les voyages. Plus important encore : dans le budget, on propose d'utiliser l'aide supplémentaire accordée par le CRSH à compter de l'exercice 2021-2022 pour hausser la bourse versée aux stagiaires, dont le montant passerait de 25 000 $ à 26 000 $. Le Programme se retrouverait ainsi avec un léger excédent prévu, disposant de réserves substantielles pour couvrir toutes dépenses imprévues qui pourraient influer sur l'équilibre global du budget.

Modernisation administrative

La pandémie a entraîné la modernisation de plusieurs pratiques opérationnelles au sein de l'ACSP. L'organisation est notamment passée à un système de paiement électronique qui a grandement réduit la nécessité de chèques physiques. Le PSP a aussi élaboré un système de cartes de remerciement électroniques, les gens étant moins susceptibles de recevoir les cartes

envoyées sur leur lieu de travail du fait du travail à distance.

Le directeur a travaillé avec l'expert-conseil en informatique de l'ACSP, Sean Hart, à faire migrer le système de messagerie électronique du PSP vers la plateforme G-Suite de Google. Offert gratuitement aux organismes caritatifs, ce service a considérablement amélioré la fiabilité et la fonctionnalité du système de messagerie électronique du Programme. En outre, les comptes G-Suite bénéficient chacun de 30 Go de stockage sur Google Drive, ce qui nous a permis d'élaborer un système de fichiers communs pour la première fois et de transférer nos archives de photos dans le nuage.

Compte tenu de la nécessité de faciliter les communications entre les stagiaires pendant la pandémie en limitant les rencontres en personne, le directeur a créé sur Slack un réseau social interne du PSP servant à la diffusion des messages non urgents, comme des articles de presse. Le système s'est également révélé efficace pour coordonner les questions lors des séances virtuelles avec des intervenants de l'extérieur.

Planification stratégique

Augmentation des bourses des stagiaires

Les considérations financières demeurent un obstacle substantiel à l'amélioration de la participation au PSP de personnes issues de groupes défavorisés. De nombreux étudiants de milieux marginalisés doivent notamment contracter une dette importante pour terminer leurs études, ce qui les force, à l'obtention de leur diplôme, à chercher des possibilités d'emploi mieux rémunérés pour pouvoir rembourser cette dette tout en maintenant un niveau de vie décent. Ceux qui sont aux prises avec des problèmes de santé doivent aussi trouver un emploi mieux rémunéré ou comprenant une assurance maladie complémentaire.

Les différents intervenants du PSP reconnaissent, depuis un certain temps déjà, la nécessité d'augmenter la bourse versée aux stagiaires. Les membres du conseil d'administration de l'ACSP ont approuvé une augmentation de 1 000 $ cette année, et une augmentation supplémentaire de 1 000 $ porterait la bourse à 26 000 $, imposables, pour 2021-2022. Même à ce niveau, cependant, nous offririons toujours la deuxième plus faible bourse des programmes de stages législatifs canadiens, dont le montant est considérablement inférieur au salaire offert dans le cadre du programme de stages à la Bibliothèque du Parlement (de l'ordre de 40 000 $ par année, ou de 33 333 $ pour une période de 10 mois). Sous réserve d'un financement suffisant, le directeur de programme prévoit poursuivre les augmentations annuelles de la bourse jusqu'à ce que cette dernière atteigne au moins 30 000 $.

Accroissement du financement du Programme

Le financement du Programme demeure un défi à long terme, en partie parce que, contrairement à d'autres stages législatifs canadiens, qui sont financés en grande partie par des organes législatifs, le PSP dépend presque entièrement de commandites annuelles. Les partenaires du Programme reconnaissent cependant la nécessité de ressources supplémentaire pour financer d'autres hausses de la bourse.

Lors de la réunion du conseil consultatif du printemps 2019, la directrice précédente a demandé

à des bénévoles de la communauté des commanditaires d'examiner des options en vue d'augmenter la bourse. Les membres du sous-comité des bourses du conseil consultatif se sont réunis en octobre 2019 et ont retenu deux options possibles : 1) procéder à une légère augmentation (p. ex. 10 %) des niveaux de commandites actuels ou 2) modifier la structure de commandites pour ajouter des commanditaires à des niveaux plus élevés (nous pourrions devoir organiser des activités supplémentaires pendant l'année). Le sous-comité a également recommandé que le conseil consultatif envisage de revoir tous les trois ans les niveaux de commandite du PSP et les bourses du Programme.

Lors de la réunion du conseil consultatif de l'automne 2019, les participants ont accepté la proposition de revoir les niveaux de commandite et les bourses tous les trois ans, et ont convenu de réexaminer la question lors de la réunion du printemps 2020. La pandémie de COVID-19 est toutefois venue changer du tout au tout le contexte dans lequel s'inscrivait la discussion quant au financement, et le conseil a décidé, au printemps 2020, de reporter toute décision au moins jusqu'à l'automne de la même année, moment auquel la décision a de nouveau été reportée jusqu'au printemps 2021.

Bien que l'augmentation de la bourse versée aux stagiaires demeure une priorité, l'incertitude financière continue engendrée par la pandémie fait qu'il est plus prudent de reporter toute décision quant à l'augmentation des niveaux de commandite jusqu'à l'exercice 2022-2023. BMO a cependant déjà augmenté de 20 % son financement, et le CRSH augmentera sa contribution annuelle, qui passera de 55 000 $ à 66 000 $ par année à compter de l'exercice 2021-2022. Desjardins s'est aussi engagée à accroître de 10 % sa contribution au cours de l'exercice 2021-2022.

À supposer que la situation de la pandémie continue de s'améliorer, on espère qu'à l'automne 2021, les membres du conseil consultatif pourront approuver une augmentation de 10 % des niveaux de commandites à compter de l'exercice 2022-2023. Cette augmentation générerait environ 30 000 $ par année en financement supplémentaire, ce qui permettrait d'augmenter d'au moins 2 000 $ par an la bourse une fois les cotisations à l'AE et au RPC déduites. D'ici là, nous serions ravis de voir d'autres commanditaires emboîter le pas à BMO, au CRSH et à Desjardins en augmentant volontairement leur contribution pour l'exercice 2021-2022.

Assurance maladie

Comme il a été mentionné précédemment, les personnes qui doivent acquitter des frais médicaux élevés pourraient être incapables de prendre part au PSP en raison de la faible valeur de la bourse offerte et de l'absence d'une assurance maladie supplémentaire. En plus d'envisager d'autres augmentations du financement, le directeur explorera donc aussi la possibilité d'obtenir une assurance maladie pour les futures cohortes de stagiaires.

La pandémie bouleverse le plus ancien programme législatif du pays : les stagiaires parlementaires s'adaptent à de nouveaux modes de travail

De PAIGE PEACOCK 21 JANVIER 2021

Cette année, une 51e cohorte a pris part au Programme de stage parlementaire, programme d'une durée de dix mois qui permet à de jeunes professionnels de prêter main-forte à un député du gouvernement et à un député de l'opposition et de se faire ainsi une bonne idée des travaux menés sur la Colline.

Valere Gaspard, Amélie Cossette, au centre, et Daniel Lukac ont pu avoir un aperçu unique des activités parlementaires lorsque la Chambre des communes est passée à des séances hybrides pendant la pandémie.

https://www.hilltimes.com/2021/01/21/pandemic-puts-twist-on-canadas-oldest-legislative-program-as-parliamentary-interns-adapt-to-new-ways-of-working/279691

Aux dires des stagiaires parlementaires, les premiers de ce programme datant de 51 ans à pouvoir se targuer d'avoir connu les rouages politiques en mode hybride, le fait de travailler pendant la pandémie leur aurait procuré une perspective unique sur l'intervention d'urgence du gouvernement.

Il aura fallu de nombreux tâtonnements, surtout dans les premiers mois suivant la fermeture du Parlement en raison du coronavirus, à la mi-mars, pour que le Programme de stage parlementaire parvienne à s'adapter, explique Paul Thomas, directeur du Programme.

Les stagiaires ont dû s'habituer au nouveau contexte de travail, à commencer par les réunions intermittentes à distance des députés, sauf pour quelques-uns d'entre eux qui siégeaient en présentiel aux réunions extraordinaires des comités, et, plus tard, en septembre, l'instauration du modèle hybride adopté pour la Chambre des communes. Néanmoins, selon M. Thomas, les spacieux bureaux des députés ont quand même permis à certains stagiaires d'expérimenter

directement l'effervescence caractérisant la vie politique sur la colline du Parlement au quotidien.

Le Programme accueille chaque année dix nouveaux diplômés universitaires qui apprennent, de septembre à juin, les tenants et les aboutissants du processus parlementaire canadien. Pendant cette période de dix mois, les stagiaires travaillent avec des députés des deux côtés de la Chambre, chacun effectuant un stage à temps plein auprès d'un député du gouvernement et d'un député de l'opposition.

Au cours d'une journée typique, les stagiaires s'acquittent d'une suite ininterrompue de responsabilités : prendre connaissance de rapports, rédiger des notes d'information et des lettres aux ministres ou préparer des questions et des discours pour les débats en Chambre.

Responsable du volet pédagogique, M. Thomas supervise les projets de recherche, anime des séminaires hebdomadaires et agit à titre de gestionnaire des relations pour les partenaires du Programme. La pandémie a présenté sa part de difficultés pour les activités et, à l'en croire, il a fallu opérer un peu à l'aveuglette.

« Lorsque nous avons commencé, l'automne dernier, nous avons initialement opté pour un modèle hybride. Nous en étions alors à ce point idéal entre les vagues de la pandémie, et avions bon espoir que la vie reprendrait son cours normal », ajoute M. Thomas, professeur associé en sciences politiques et en gestion politique à l'Université Carleton.

Au cours des premiers mois, les stagiaires ont effectué une partie de leur orientation sur place, dans des salles de comités qui permettaient la distanciation sociale, mais l'essentiel de la formation s'est déroulé en ligne. Selon M. Thomas, les stagiaires ont surtout travaillé des bureaux de député, ce que plusieurs d'entre eux jugeaient plus facile.

« Il faut savoir que les bureaux sont assez spacieux pour permettre la distanciation sociale, et que les stagiaires trouvaient plus facile d'amorcer leur placement en personne, pour tisser de premiers liens en personne. »

Cette année, le Programme a accueilli sa 51e cohorte de stagiaires, leur permettant d'acquérir une expérience et un apprentissage pratiques et de se préparer, du même coup, à une éventuelle carrière dans les secteurs public ou privé. Plus ancien programme législatif au Canada, le PSP a été lancé en 1969 à la suggestion d'Alfred Hales, député conservateur de l'époque. Il offre aujourd'hui à de jeunes professionnels une occasion d'apprentissage unique pour parfaire leur connaissance du Parlement.

Le Programme est géré par l'Association canadienne de science politique. Initialement, la Chambre des communes en supervisait les aspects quotidiens, tandis que l'Association s'occupait du volet pédagogique. Or, au fil du temps, d'autres responsabilités ont été transférées à l'Association, reflétant les changements dans la complexité du Programme.

M. Thomas signale que la difficulté du travail à distance tout au long de la pandémie revient souvent dans les discussions des stagiaires, surtout parce que la distance accentue la courbe d'apprentissage et nuit à la communication.

« Selon moi, une des choses que nous apprenons, c'est qu'il est plus facile de poursuivre à distance une tâche déjà entreprise que de se lancer dans quelque chose de nouveau, a expliqué M. Thomas. Il est plus facile d'établir des relations avec l'équipe sur place, en personne. »

La pandémie a aussi transformé certaines des occasions offertes par le Programme. La plus grande perte, c'est qu'il n'y a eu cette année aucun voyage. En temps normal, c'est-à-dire avant la pandémie, les stagiaires auraient visité Washington, Québec et l'Union européenne.

M. Thomas indique cependant que la pandémie a aussi été source de nouvelles occasions. Les stagiaires ont profité du volet en ligne pour organiser des ateliers avec des gens qu'ils n'auraient pas pu rencontrer en temps normal.

À son avis, la cohorte de cette année a bénéficié grâce à la pandémie d'une perspective différente, ayant pu observer directement les conséquences de la pandémie sur l'appareil gouvernemental et le travail dans les circonscriptions.

« Il peut être difficile de répondre à des courriels de gens qui ont perdu leur emploi, dont les proches sont malades et confinés dans un foyer de soins. Les stagiaires ont donc reçu une introduction directe et immédiate quant aux différents effets de la pandémie sur le pays. »

En dépit des difficultés rencontrées, M. Thomas affirme que le Programme a pu être adapté pour que les stagiaires puissent tout de même bénéficier d'une expérience pratique.

« Ce qui distingue le Programme, c'est qu'il s'agit vraiment d'un programme travail-études. Nous offrons des séminaires éducatifs, dans le cadre desquels nous abordons le côté théorique, mais nous prévoyons aussi des occasions de voir comment la théorie se concrétise. »

M. Thomas ajoute que le fait de travailler avec les politiciens de part et d'autre de la Chambre apporte une perspective importante.

« Il n'arrive simplement jamais qu'un employé travaille pour un parti une journée et pour un autre le lendemain, surtout si cela implique de passer du parti au pouvoir à un parti de l'opposition. Les stagiaires sont donc dans une position tout à fait unique pour voir comment se déroule le processus. »

M. Thomas a lui-même été stagiaire de 2005 à 2006. Cette année-là, Stephen Harper a défait le gouvernement libéral de Paul Martin, ce qui a pavé la voie à une dizaine d'années de régime conservateur. Il explique à quel point il a été intéressant d'assister au changement de gouvernement et de voir comment les deux partis se sont adaptés à leur nouveau rôle.

« Il était plutôt étonnant de constater les différentes compétences essentielles aux différents postes parlementaires, et de voir que ce qui fait un bon ministre au sein du gouvernement peut être complètement inutile lorsqu'on se retrouve ensuite à occuper le poste de porte-parole de l'opposition, ou vice-versa. »

Le Programme permet d'examiner la « dynamique interne » des partis politiques.
Daniel Lukac, qui fait partie de la cohorte en place depuis septembre, affirme que, pour lui, le principal avantage du Programme est son volet pédagogique.

« Je comprends beaucoup mieux maintenant la procédure parlementaire, c'est vrai, mais aussi les rôles et les limites des députés et de la démocratie canadienne », déclare M. Lukac, récent diplômé du programme de maîtrise en sciences politiques de l'Université Queen's.

Il explique que le Programme lui a procuré de nouvelles expériences et une perspective différente, ajoutant qu'il a bien apprécié l'occasion d'aborder différentes questions de politique et d'en découvrir de nouvelles.

« Une des choses que j'ai le plus aimées a été d'explorer et de découvrir la dynamique interne des partis politiques. J'en ai retiré une idée beaucoup plus concrète du processus. »

M. Lukac affirme que, pour tirer le maximum du Programme, il est essentiel de faire preuve d'ouverture d'esprit.

Selon Valere Gaspard, stagiaire parlementaire de la même cohorte, le Programme permet à des Canadiens d'observer les fonctions du Parlement de l'intérieur, leur donnant l'occasion d'aller au-delà des apparences.

« Pour moi, ce qui fait que cette expérience est si précieuse, c'est son côté pratique, affirme M. Gaspard, récemment diplômé du programme de baccalauréat en science politique et en philosophie de l'Université Western. J'en avais appris beaucoup sur le système et les bases théoriques de son fonctionnement à l'université, mais je suis convaincu que de l'avoir vécu me sera très bénéfique plus tard dans ma carrière. »

Valere Gaspard, stagiaire parlementaire. Photo : gracieuseté de M. Gaspard

M. Gaspard souligne que le Programme encourage les stagiaires à envisager la situation dans son ensemble, une leçon qu'ils pourront appliquer dans leur future carrière, puisque cette stratégie leur permet de mieux comprendre les différents points de vue.

« Le Programme m'a enseigné qu'il est très important, en politique, de prendre un peu de recul et de comparer différentes sources. »

Autre stagiaire de cette cohorte, Amélie Cossette affirme que le Programme lui a été profitable sur le plan tant professionnel que personnel.

« J'ai acquis une grande confiance en ce qui a trait à mes aptitudes professionnelles, rajoute Mme Cossette, qui a récemment obtenu son baccalauréat en études des conflits et en droits de la personne à l'Université d'Ottawa. Il a été extrêmement utile de pouvoir travailler avec un député et de constater la confiance que l'on m'accordait. »

Selon Mme Cossette, le moment qui restera à jamais gravé dans sa mémoire est d'avoir observé le député libéral Arif Virani (Parkdale-High Park, Ontario) prononcer à la Chambre des communes un discours qu'elle avait aidé à rédiger. Il arrive souvent que Mme Cossette fasse les recherches nécessaires pour ensuite présenter une ébauche à M. Virani, qui s'occupe alors de rédiger le produit final.

« Je m'en souviendrai très longtemps parce que j'ai beaucoup de respect pour la Chambre des communes en tant qu'institution et pour notre démocratie. »

Amélie Cossette, stagiaire parlementaire, et Arif Virani, député libéral, avec qui elle a été jumelée dans le cadre du Programme. Photo : gracieuseté de Mme Cossette

Mme Cossette avait déjà foulé le plancher de la Chambre en 2017 et 2018 à titre de page dans le cadre du Programme des pages. Elle avait alors eu l'occasion d'observer les députés qui présentaient leurs discours et qui représentaient leurs électeurs.

« C'est un sentiment vraiment spécial et unique de savoir que mes idées font maintenant partie de notre processus démocratique. »

M. Thomas explique que le Programme réunit des participants des quatre coins du pays, et que les stagiaires ont souvent des idées très différentes au sujet de la politique au Canada.

« C'est le fait que les stagiaires peuvent échanger leurs expériences qui offre un aspect des plus particuliers, aspect qui, à mon avis, vient enrichir leurs perspectives pour leurs choix de carrière. »

Aux dires de M. Thomas, la contribution du Programme à la vie publique est l'un de ses plus grands atouts, et il y croit très fortement.

« Je tiens particulièrement à cette possibilité de travailler avec des gens des différents partis. C'est vraiment agréable de pouvoir œuvrer dans toute la sphère politique. »

The Hill Times

Annexe II — Commanditaires et amis, 2020-2021

Platine

- Conseil de recherches en sciences humaines
- Groupe financier BMO

Or

- Bombardier inc.
- Association des banquiers canadiens
- Association canadienne des compagnies d'assurances de personnes
- Association canadienne de l'immeuble
- CN
- CropLife Canada

Argent

- BIOTECanada
- Banque de développement du Canada
- Corporation des associations de détaillants d'automobiles
- Canadian Media Producers Association
- Comptables professionnels agréés du Canada
- Les Producteurs de poulet du Canada
- CIBC
- Fondation Desjardins
- Food, Health and Consumer Products Canada
- Association des produits forestiers du Canada
- Médicaments novateurs Canada
- Microsoft
- Groupe financier RBC
- Groupe financier Banque TD
- UNIFOR
- Universités Canada

Bronze

- Arcadia Advisory Services Limited
- Association canadienne des producteurs pétroliers
- Canadian Canola Growers Association
- Canadian Cattlemen's Association
- Association canadienne des coopératives financières
- Fondation d'engagement civique
- Coopératives et mutuelles Canada
- Estée Lauder inc.
- Génome Canada
- Genworth Financial
- Rogers

Amis

- Haut-commissariat de Grande-Bretagne à Ottawa
- Canadian North
- Délégation de l'Union européenne au Canada
- Ambassade des États-Unis d'Amérique à Ottawa
- Fednav
- Association des anciens stagiaires parlementaires
- Centre Samara pour la démocratie
- *The Hill Times*
- VIA Rail Canada